

Vincent FELTESSE
Pour un Eden métropolitain
Voeux aux forces vives (28/01/2010)

Mesdames et Messieurs les élus, Monsieur le Président du Conseil Général, Cher Philippe, j'en profite pour excuser Alain ROUSSET qui est en débat en ce moment même avec Xavier DARCOS, Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs les Maires, vice-présidents, les autorités religieuses, militaires, civiles, représentants du monde associatif, syndical, Monsieur le Président du Conseil Economique et Social Régional,

à mon tour donc de conclure ce cycle des cérémonies de voeux. Nous sommes le jeudi 28 janvier, 18 h 30. Je pense que je dois être une des dernières autorités publiques et locales à m'exprimer.

Tout d'abord, bienvenue ici à la Communauté urbaine de Bordeaux, et quelques mots ensuite sur les mois passés, l'année à venir, les projets à plus ou moins long terme et les conditions de réussite de ces projets.

D'abord, l'année 2009. J'ai eu l'occasion de le dire dans d'autres contextes devant le personnel de la Communauté Urbaine de Bordeaux, quand un élu local s'exprime aujourd'hui, il doit le faire avec humilité. Pas question de fanfaronner sur nos réussites parce que l'année 2009 a été pour la population française, pour les Bordelaises et les Bordelais, une année assez dure, assez rude, une année de crise, une année où le chômage a augmenté. Même s'il diminue un peu, on a la problématique des chômeurs en fin de droit. Tout ce que nous pouvons faire au quotidien compte, bien sûr, mais nous sommes dans un contexte où il faut une certaine modestie. Cette modestie n'empêche pas d'avoir une fierté légitime sur ce qui a pu se faire sur l'agglomération bordelaise, au niveau de la Communauté Urbaine de Bordeaux, en partenariat avec les autres collectivités territoriales, en partenariat avec les Communes, en partenariat aussi avec l'Etat à l'occasion. Il est vrai que l'année 2009 est une année où notre agglomération a avancé fortement dans un certain nombre de domaines.

Souvenez-vous, l'année passée j'avais dit : « *2009, année des déplacements* », et que ce soit sur la troisième phase du tramway – 30 km supplémentaires, qui feront que l'agglomération bordelaise aura 70 km en 2016 et sera la première agglomération française sur ce plan -, que ce soit sur la LGV où les offres des 3 groupements ont été remises mi-décembre – à présent viennent les négociations, nous aurons le coût final et les arbitrages qui ne seront pas forcément aisés en 2010 -, que ce soit sur la pose de la première pierre du pont Bacalan/Bastide, que ce soit sur l'arrivée des VCub, les vélos en libre-service, que ce soit sur les résultats de l'enquête ménage, l'année 2009 a permis à nouveau à l'agglomération bordelaise d'avancer dans le domaine du déplacement.

Dans le domaine de l'économie et de l'emploi qui est un domaine sensible, particulier, nous avons peut-être été moins atteints que d'autres Régions de France. Cela tient pour partie au fait que nous sommes une Région moins industrielle, mais aussi parce que nous avons eu un certain nombre de résultats positifs.

En février 2009, la Ministre de l'Economie annonce qu'il y a un repreneur pour Ford, ce qui a été un moment inespéré, même s'il y a aujourd'hui beaucoup d'inquiétudes. Nous avons eu l'annonce de l'implantation de la SEMAD sur l'agglomération. Nous avons eu l'annonce de l'implantation de First Solar. Nous avons eu le plan Campus. Un certain nombre de choses dans le domaine économique ont donc plutôt bien avancé. Avec également des dossiers plus locaux mais non moins marquants, je pense notamment à l'inauguration de plusieurs pépinières d'entreprises où l'économie sociale et solidaire a pu montrer les différents partenariats qui existaient.

En 2009, nous avons aussi progressé dans le domaine de l'habitat et du logement. Vous savez qu'en 2009 le nombre de permis de construire a fortement diminué en France. Là aussi, sur l'agglomération bordelaise, le choc a été atténué parce que, notamment autour du logement social, nous avons atteint nos objectifs et les avons légèrement dépassés. Il y a eu cette grande opération qui s'appelle Euratlantique, opération d'intérêt national, avec les décrets qui sont passés rapidement. Souvenez-vous dans quel blocage politique et institutionnel nous étions, il n'y a pas si longtemps que cela, à l'hiver 2007, et avait donné lieu à quelques passes d'armes entre élus. Deux ans et demi après, il y a une espèce d'union sacrée qui s'est faite autour d'Euratlantique et nous avons créé sur l'agglomération bordelaise cette opération d'intérêt national où l'Etat a été d'une assez grande réactivité.

Nous avons devant nous l'année 2010 et j'allais dire, la décennie 2010. Que va-t-on en faire ?

D'abord, il y a un premier point qui est fondamental pour moi, c'est la nécessité de consolider un certain nombre d'opérations. Nous avons fait des pas en avant en 2009, il faut maintenant concrétiser les choses. J'ai évoqué le cas de Ford, c'était en février 2009, nous sommes en février 2010, il est nécessaire d'avoir davantage de visibilité et que les choses passent effectivement à l'acte.

Nous avons voté la troisième phase du tramway. Maintenant, il va falloir que l'Assemblée me donne l'autorisation de saisir le Préfet pour que l'enquête publique sur la troisième phase puisse se dérouler.

Nous avons commencé les travaux sur le pont Bacalan/Bastide, nous avons eu des nouvelles plutôt rassurantes émanant de l'UNESCO, mais il y a quand même un ultime passage au Brésil au mois de juillet qu'il faudra franchir.

Nous avons lancé certains dossiers, et je pense à l'Aréna dont les premiers travaux commenceront durant l'année 2010. Il y a toute une série de bonnes annonces que nous avons eues dans un contexte difficile et il nous appartient, aux uns et aux autres, de faire en sorte que ce ne soient pas juste des annonces, mais qu'elles deviennent une réalité rapidement palpable pour nos concitoyens et concitoyennes. Parce que c'est pour cela que nous sommes élus.

Au-delà de cette consolidation, il y a le plan de charge, le plan de travail pour l'établissement public de coopération intercommunale que nous sommes, qui est la Cub. La Cub, c'est d'abord les services publics du quotidien qu'il faut assumer, à un moment où ce n'est pas forcément facile, où il peut y avoir une remise en cause des services publics. Ce sont tous les travaux de voirie, tous les travaux de collecte, tout ce qui est transports collectifs. Leur bon fonctionnement peut parfois paraître évident, mais, dès qu'il se grippe, le quotidien de tous devient extrêmement difficile.

Et puis, dans une période de crise et de doutes sur l'avenir -la France a ce triste privilège d'avoir le taux de pessimisme en Europe le plus important - redonner quelques perspectives aux Bordelaises et Bordelais.

Le moyen mémo-technique que j'ai inventé vaut ce qu'il vaut, c'est le concept d'Eden métropolitain ou EHDN pour : emploi, habitat, déplacements, nature

C'est autour de ces 4 termes que, dans les mois et années qui viennent, nous allons essayer, que nous allons réussir à faire avancer l'agglomération bordelaise.

L'emploi d'abord. C'est peut-être le plus important. C'est quelque chose qui se fait nécessairement de manière partenariale, avec les entreprises, avec les salariés, avec les collectivités territoriales qui ont des responsabilités plus importantes, avec l'Etat, avec tout le monde, mais nous avons, durant cette année 2010, au-delà du schéma métropolitain de développement économique que nous sommes en train de finaliser ensemble, cette problématique de l'emploi devant nous que nous allons décliner de différentes manières.

Tout ce qui est conditions d'accueil des entreprises, ce qui est assez important car la plupart des entreprises, surtout ici, sont des petites entreprises diffuses. Cela peut passer par les dessertes voiries, les dessertes Internet.

Un second aspect tient dans une espèce de grappe de développement que nous souhaitons faire sur l'agglomération bordelaise C'est d'abord le projet Euratlantique qui couvre Bordeaux, Floirac, Bègles, avec cette vocation d'accueillir en son sein 25 000 à 30 000 emplois, ce qui est une ambition énorme sur les 350 000 emplois que nous avons sur l'agglomération. Pas n'importe quel type d'emplois, pas uniquement des emplois hyper qualifiés. La réalité n'est pas là, il existe aussi des activités industrielles, des activités commerciales qu'il faut préserver.

Il y a ensuite tout le secteur qui est autour du campus, du transfert de technologies de Pessac, de Talence, avec nécessité d'aller plus loin là-dessus, avec l'arrivée du Sup Optique, avec le Plan Campus qui a d'abord été contractualisé entre l'Etat et la Région. C'est leur responsabilité, mais malgré tout, et surtout, le campus est aussi dans l'agglomération bordelaise et on ne peut pas avoir une ambition sur le campus sans l'articuler avec les territoires Et il y a toute cette partie enseignement supérieur, transfert de technologies, intelligence du futur qui sera un des chantiers importants de l'année 2010 avec un passage à l'acte.

Il y a également tout le secteur de l'Aéroparc autour de Mérignac, de Saint-Médard-en-Jalles, du Haillan, avec quelques nouvelles rassurantes que j'ai indiqué à propos de la SEMAD, avec quelques inquiétudes sur le Pôle Aéronautique, je pense à l'AIA, mais là aussi, une ambition extrêmement forte.

Au prochain Bureau, nous développerons la stratégie sur l'Aéroparc pour les 10 années qui viennent avec ici un objectif de 8 à 10 000 emplois supplémentaires sur les 10 années qui viennent. La pépinière qui a été ouverte il y a quelques mois est déjà pleine. Nous sommes en train de développer un savoir-faire sur les drones, au-delà de tout ce qui existe.

Il y a, dans le secteur qui est davantage le mien en tant que Maire de Blanquefort, ce qu'on appelle désormais l'Ecoparc de Blanquefort qui se développe en 4 thématiques : les entreprises traditionnelles, l'entreprise Getrag, 1000 emplois, qui se

développe, First Aquitaine Industrie, et ce qui ne paraissait pas réaliste il y a quelques mois ou quelques années, mais qui est en train de faire sens, un pôle éco-industrie fort, avec First Solar dont la première pierre devra être posée au mois d'octobre. Avec EADS Astrium également qui a fait des annonces sur un début de production au mois d'octobre de pales d'éoliennes au sein d'un pôle d'extrêmement ambitieux autour de l'éolien ; on peut faire le lien avec Valorem à Bègles, et en plus, avec les éco-constructions et St Gobain. Ce sont entre 1000 et 2000 emplois qui peuvent arriver sur cette zone dans les 24 à 36 mois, qui sont des emplois du futur, ce qui est extrêmement important et intéressant.

Nous avons également toute la rive droite qui, après le renouvellement urbain, après la zone franche, continue à se développer sur des équipements culturels, mais aussi touristiques. Nous avons sur Bordeaux 3 millions de visiteurs par an. Nous avons l'ambition de le développer dans les années qui viennent, que ce soit les Cascades de Garonne, le Camping International, le Centre Culturel du Vin, l'Aréna, le nouveau FRAC, au-delà de notre label Patrimoine Mondial.

Troisième chose sur laquelle nous allons travailler en terme d'emploi et d'économie, c'est tout ce qui est lié au commerce, avec une vraie bagarre sur l'urbanisme commercial, des doctrines qui ne sont pas forcément faciles à stabiliser, mais en même temps, le sentiment qu'on a toutes et tous aujourd'hui que cette espèce de modèle d'hyper développement périphérique, consommateur d'espace, pourvoyeur de salaires bas et casseur des filières courtes, a vécu. D'ailleurs, on voit bien que les français passent moins de temps aujourd'hui dans les hypermarchés et il faut qu'on soit là pour accélérer encore ce rythme.

Donc, voilà le premier pilier de l'Eden, la question de l'emploi.

Second point qui sera fondamental et qui va beaucoup nous occuper, nous agiter même -je n'ai aucune illusion là-dessus-, au cours de l'année 2010, c'est la question de l'habitat. Nous avons réussi beaucoup de choses dans l'agglomération bordelaise depuis quelques années, depuis 95 avec l'arrivée d'Alain JUPPE, 98 avec l'arrivée d'Alain ROUSSET, depuis plus longtemps avec la vigilance du Conseil Général sur la question sociale. Malgré cela, l'agglomération bordelaise se vide, les gens vont à l'extérieur parce qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils veulent sur Bordeaux qui est trop cher. Nous avons cet objectif que nous avons affiché de passer à une métropole de pratiquement 1 million d'habitants pour que les gens puissent vivre là où il y a les transports collectifs, là où il y a les emplois, là où il y aura la nature, ce qui veut dire qu'il faudra qu'on augmente fortement nos ambitions au niveau du PLH. On évoque entre nous 8 à 9000 unités. Ce ne sera pas facile politiquement, il faudra que les crédits soient là, mais en tous cas, notre volonté est bien présente. Ces habitations ne seront pas mises partout sur l'agglomération bordelaise. Elles se feront de 2 manières plus particulières, autour de ce qui a été labellisé par l'Etat avec l'Eco-cité, donc c'est la plaine rive droite, les berges du Lac, les Bassins à Flot et Euratlantique. Ensuite y a une densité à renforcer autour des corridors de déplacements, transports en commun en site propre parce que cela représente une véritable cohérence.

Sur le reste de l'agglomération, on ne va pas forcément construire partout, il n'y a pas d'unicité de nos Communes, mais en tous cas, on a cette vision qui est en train de se développer. Il y a la vision, les moyens financiers, la manière de le faire, mais cette question de l'habitat qui se fera de manière synchrone avec la révision du PLH,

avec la révision du SCOT, avec l'articulation, fait que l'année 2010 sera quelque part une année charnière pour la métropole bordelaise en termes d'habitat.

Je ne reviens pas sur la question des déplacements. Ensuite, vient ce que j'appelle la question de la nature qui loin d'être anecdotique. Aujourd'hui, nous avons une agglomération avec 50% d'espaces naturels. Pas question de faire en sorte que les nouvelles réalisations se fassent au détriment des espaces naturels. On a suffisamment de friches et la nature doit être préservée, utilisée comme tourisme social de proximité, valorisée avec des filières courtes. Cette question de la nature, qui peut faire sourire pour l'instant, émerge aujourd'hui partout en France, qui est souvent en pointe dans le domaine de l'urbanisme et a fait un programme local de l'agriculture. Nous envisageons également de faire une espèce de programme local de l'agriculture et des espaces naturels à l'échelle de l'agglomération bordelaise. Derrière cette question de la nature, il y a la problématique des ressources en eau, de la préservation de la nappe éocène, de l'utilisation de la Garonne et des choix politiques majeurs que nous devons faire sur la façon dont nous allons gérer ce qui, malgré tout, est un service public, le service public de l'eau, avec la décision à prendre sur l'assainissement d'ici la fin de l'année 2010.

Donc, voilà globalement notre plan de charge de l'agglomération. Je n'ai volontairement pas évoqué le terme de développement durable parce que, d'une certaine manière, lorsque nous imbriquons tous ces ingrédients, lorsque nous abordons la question sociale, la question de la solidarité –et aujourd'hui l'habitat est fondamental parce que c'est la première dépense-, nous sommes effectivement totalement dans une logique de développement durable. Bien sûr, il faut faire du BBC, bien sûr il faut faire du HQE, mais il faut surtout avoir un autre modèle de société.

Pour conclure, j'ai le sentiment, nous avons le sentiment au niveau de l'agglomération bordelaise, qu'énormément de choses ont été faites durant les années passées, mais que sur la décennie qui vient devant nous, 2010-2020, quand voyez les 2 franchissements supplémentaires, quand vous voyez le Plan Campus, quand vous voyez la question des ressources naturelles, quand vous voyez les enjeux en termes d'emplois, quand vous voyez l'arrivée de la ligne à grande vitesse, on a vraiment le sentiment qu'en France ça peut être une décennie bordelaise, au sens large d'agglomération bordelaise. Nous avons cela à portée de main. Il ne faut pas le gâcher.

Ce développement ne devra pas être mécanique, reproductif. Nous sommes à un moment où l'on voit bien que les indicateurs, le PNB, que tout cela est remis en cause et que cette ambition que nous avons, nous devons d'abord la mettre au service de nos concitoyens et concitoyennes. Dans l'exercice prospectif que nous allons lancer au mois d'avril autour de Métropole 2025, on s'appuiera sur les nouveaux indicateurs. On commence à travailler avec Jean-Paul Fitoussi et nous avons l'ambition d'être cette espèce de première métropole plus humaine, d'où ce concept d'Eden.

Dernier point, et je conclurai là-dessus, sur la question des moyens et de la faisabilité de tout cela. Premièrement, nous avons ces doutes, ces craintes plus que fortes sur l'impact de la réforme territoriale et tous les élus locaux que nous sommes, lorsque

nous voyons ce que nous avons fait, chacun dans notre domaine, pour nos concitoyens et concitoyennes, nous avons plutôt le sentiment d'avoir amélioré fortement le quotidien des uns et des autres et, dans le monde dans lequel nous sommes, dans le monde en réseaux mondialisés, avec des archipels, remettre en cause, d'une certaine manière, cette décentralisation parce qu'il s'agit bien de cela, me paraît à la fois absurde et abscons. Les projets de loi se suivent, sans qu'on ait de visibilité totale sur ce que cela va donner à la fin. La Taxe Professionnelle a été supprimée. Je sais qu'en 2010 on aura à peu près les mêmes ressources, mais pas de visibilité sur la suite. Il y a quand même cette espèce de doute que nous avons devant nous. Au niveau de la Communauté urbaine de Bordeaux, nous faisons un pari plutôt gagnant avec une foi raisonnable dans l'avenir. Tout ce que nous évoquons là, nous sommes en capacité de le faire, mais si les craintes sont fondées, il se peut que dans 12 ou 24 mois, le discours que je vous ferai sera complètement différent et que j'alignerai des projets mort-nés parce que les marges de manoeuvre ne seront plus là. . .

Dernier point sur cette manière de faire, sur l'agglomération bordelaise, avec les sensibilités politiques des uns et des autres, avec les tempéraments des uns et des autres, avec les identités des 27 Communes, leurs différences. En allant d'un Saint-Louis-de-Montferrand à un Bordeaux, d'un Saint-Aubin à un Floirac, malgré tout, nous avons le sentiment d'avancer sur 2 jambes, à la fois sur cette proximité, ce respect des identités communales et en même temps sur ces grands projets. Il y a une espèce d'accord qui se fait au niveau de problèmes politiques qui peuvent surgir et qu'on arrive à résoudre globalement.

Cet équilibre est assez précaire. On a connu par le passé beaucoup de dossiers qui étaient bloqués et, d'une certaine manière, nous sommes tous garants de cet équilibre fragile qui nous permet d'avancer. Cela ne nous empêche pas d'avoir nos idées _je revendique plutôt fièrement d'être socialiste même si les temps ne sont pas les meilleurs_, mais cela ne m'empêche pas d'être aussi Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, tout aussi fier d'avoir Alain JUPPE comme vice-président, Gérard CHAUSSET, Vert, comme vice-président aux Déplacements de Demain, Max GUICHARD, Parti Communiste, comme vice-président en charge de l'évaluation, de contractualiser avec les Communes, de travailler avec le Département, la Région et l'Etat. C'est quelque chose d'extrêmement précieux et c'est aussi parce qu'on a cet équilibre depuis quelques années qu'on arrive à avancer aussi vite. Ce n'est pas par hasard que nous sommes en passe de réussir la reconversion de Ford, que le Plan Campus a été le premier de France dans les labels et qu'Euratlantique a obtenu aussi vite son classement OIN.

Voilà. J'ai bien sûr été trop long, comme toujours. C'est pour cela que parfois il vaut mieux des discours écrits car, au moins, on restreint sa parole. Je voulais vous souhaiter à toutes et à tous une très très bonne année 2010 dans vos domaines professionnels, mais aussi familiaux et amicaux. Très bonne année. Merci beaucoup